

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HINGANT SERGE

BEAUREGARD
22400 Andel

Code AIOT : 0052200043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement HINGANT SERGE implanté BEAUREGARD 22400 Andel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi Mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HINGANT SERGE
- BEAUREGARD 22400 Andel
- Code AIOT : 0052200043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage Porcin

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- mise à jour du plan de gestion des déjections à réaliser (en cours de réalisation)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 23/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

retour à la conformité;

Changement d'exploitant à faire et mise à jour du plan de gestion des déjection (l'exploitant a indiqué par téléphone le 15/12/2025 que c'est en cours de réalisation).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2023, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : Monsieur Serge HINGANT est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none">• l'article 27-1 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif à l'équilibre de fertilisation azotée• l'article 2.4 de l'Arrêté préfectoral du 26 avril 2018 qui prévoit que l'installation respecte les plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation. En particulier, le dossier prévoit que la charge en phosphore est limitée à 75,3 uP/ha de SRD.• la meilleure technique disponible (MTD) n° 16 de l'annexe de la Décision n° 2017/302 de la Commission, établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD). La MTD 16 vise à réduire les émissions atmosphériques provenant d'une fosse à lisier et consiste à appliquer une combinaison de techniques, dont la couverture des fosses.• l'article 30 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif à la traçabilité des effluents livrés et /ou exportés.
Constats : Conforme, l'exploitant à couvert sa fosse, les effluents sont tracés. L'exploitation a changé de nom et ce nomme la SARL BEAUREGARD, il n'y a plus de terre sur l'installation classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire le changement de nom et mettre à jour la gestion des déjections
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure